



Gouvernement du Québec  
Ministère du  
Conseil exécutif

A11E8  
E88  
1998/99  
3  
QL  
P. gouv.

---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

---

*Demande de renseignements particuliers*

*Programme 01 - Bureau du Lieutenant-gouverneur*

*Programme 02 - Services de soutien auprès du premier ministre  
et du Conseil exécutif*

*Éléments 01 - 02 - 03 - 04*

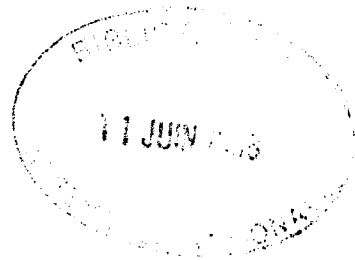
---

# ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

---

*Renseignements particuliers*

*requis par l'Opposition officielle*



---

# **ÉTUDE DES CRÉDITS**

## **1998-1999**

---

*Table des matières*

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
1.	Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.	1
2.	Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère.	2
	<b><u>Secrétariat aux emplois supérieurs</u></b>	
3.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 31 mars 1997.	3
4.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 mars 1997 avec, pour chacun : a) la durée de la période de non-affectation; b) le salaire total versé durant la non-affectation; c) la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.	4
5.	Liste des cadres et hauts fonctionnaires affectés à l'ÉNAP depuis le 31 mars 1997, avec les dates d'affectation et les mandats.	5
6.	Copie du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.	6
7.	Prévision de référence ayant servi à l'élaboration du Plan stratégique 1998-1999, présenté au Conseil du trésor.	6
	<b><u>Secrétariat du Sommet sur l'économie et l'emploi</u></b>	
8.	Quelle est la somme des dépenses effectuées par le gouvernement pour l'ensemble des comités, chantiers, commissions, etc. avant, pendant et après les Sommets de mars et d'octobre?	7
9.	Quelle est la part absorbée par le Conseil exécutif?	7
10.	Des projets retenus au Sommet, quelle est la ventilation des emplois permanents, à temps plein et à temps partiel, créés ?	8
11.	Pour chaque projet retenu au Sommet, quelles étaient les dates prévues de démarrage et de réalisation et quelles en sont aujourd'hui les dates révisées?	26

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**  
**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**  
**LISTE DES QUESTIONS**

QUESTION N°	LIBELLÉ DES QUESTIONS	PAGE
	<b><u>Secrétariat à la déréglementation</u></b>	
12.	Liste des effectifs, permanents et occasionnels, leur classification et leur poste d'attache.	27
13.	Balises qui dictent l'analyse des mémoires soumis à ce Secrétariat.	28
14.	Nombre de recommandations produites, leur nature et leur impact sur le niveau de réglementation au Québec.	29
15.	Plan de travail quant à la révision des différents règlements et recommandations visant l'allègement et/ou leur abrogation et/ou le statu quo.	30
16.	Rapport d'étape et/ou de progression des travaux du Groupe Lemaire sur l'allègement de la réglementation.	31
17.	Recommandations du Groupe Lemaire concernant l'article 45 du Code du travail.	32
18.	Recommandations de l'Office des professions du Québec au sujet du système professionnel.	33
19.	Mesures prises pour réviser les systèmes d'autorisation du MEF.	34
20.	Les différents plans d'allègement réglementaire soumis par les ministères et organismes dans le cadre de leur planification stratégique 1997-2000.	35
	<b><u>Direction de la réforme administrative</u></b>	
21.	État des travaux réalisés à cette Direction, scénarios d'abolition, de fusion, d'intégration d'organismes, ministères, secrétariats et autres directions des différents ministères.	36
	<b><u>Bureau de reconstruction et de relance de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean et comités régionaux des autres régions sinistrées</u></b>	
22.	État des travaux réalisés, des budgets engagés et dépensés et sommaire des travaux qui restent à réaliser.	37

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1 - NOMBRE DE PERSONNES QUI ÉTAIENT ÉLIGIBLES AU PROGRAMME DE DÉPARTS VOLONTAIRES, LE NOMBRE DE PERSONNES QUI SE SONT PRÉVALUES DE CE PROGRAMME ET LE NOMBRE DE PERSONNES QUI ONT ÉTÉ EMBAUCHÉES À LA SUITE DE CES DÉPARTS

*Programme 02 : Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif*

NOMBRE DE PERSONNES ÉLIGIBLES	NOMBRE DE PERSONNES EN AYANT BÉNÉFICIÉ	NOMBRE DE PERSONNES EMBAUCHÉES
35	13	----
35	13	----

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2- MONTANT DÉBOURSÉ POUR PAYER LES COUPONS DE TAXI EN 1997-1998

UNITÉ ADMINISTRATIVE	coût (\$)
Cabinet du premier ministre	11 200
Ministère du Conseil exécutif (programmes 01 et 02)	18 250

### QUESTION NO 3

*Liste des cadres et hauts fonctionnaires mis à pied avec, pour chacun, la prime de départ depuis le 31 mars 1997.*

3

### RÉPONSE

Le gouvernement a destitué deux hauts fonctionnaires depuis le 31 mars 1997 et ceux-ci n'ont reçu aucune prime de départ. Il s'agit de:

⇒ **Francine Dubé**, directrice générale de la Société du Centre des congrès de Québec

⇒ **Claude Fournier**, membre de la Régie du bâtiment du Québec.

Par ailleurs, quelques arrangements ont eu pour effet un départ avant terme ne pouvant être qualifié de « mise à pied ».

Retraite résultant d'une entente conclue en 1993

⇒ **Pierre Van Der Donckt**, administrateur d'État II au ministère de Relations internationales, a reçu une indemnité de départ de 23 439\$ (3 mois) tel que prévu par une entente conclue en 1993 avec le secrétaire général et greffier du gouvernement.

Termination négociée du lien d'emploi

⇒ **Rémy Poulin**, régisseur et vice-président de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, a reçu une indemnité de départ équivalant à 5 mois de salaire, soit 31 781\$, comprenant l'indemnité de 19 069\$ (3 mois) qui devrait être versée à la fin du contrat.

⇒ **Jean G. Rivard**, membre et président-directeur général de la Commission des normes du travail, a reçu l'indemnité de départ déjà prévue à son contrat, soit 46 000\$ (6 mois).

⇒ **Georges R. Thériault**, membre de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, a reçu l'indemnité de départ déjà prévue à son contrat, soit 19 946\$ (3 mois).



#### QUESTION NO 4

4

*Liste des cadres et hauts fonctionnaires qui ont été ou sont sans affectation depuis le 31 mars 1997 avec, pour chacun :*

- *la durée de la période de non-affectation ;*
- *le salaire total versé durant la non-affectation ;*
- *la date et le lieu de réaffectation, s'il y a lieu.*

#### RÉPONSE

Aucun haut fonctionnaire n'a été sans affectation entre le 1<sup>er</sup> avril 1997 et le 31 mars 1998.

**QUESTION NO 5**

*Liste des cadres et hauts fonctionnaires affectés à l'ÉNAP depuis le 31 mars 1997, avec les dates d'affectation et les mandats.*

**RÉPONSE**

Depuis le 31 mars 1997, aucun haut fonctionnaire n'a été affecté à l'ÉNAP. Cependant, monsieur André Dufour a vu son mandat à la Mission gouvernementale de l'ÉNAP prolongé pour la période du 4 janvier 1998 au 31 août 1999.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**6 - COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1998-1999**

**7 - PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 1998-1999**

*Le plan stratégique a été préparé par le ministère afin d'expliquer ses choix budgétaires et donner l'information sur le contenu et l'évolution des programmes. Ces informations se retrouvent au volume III du Budget de dépenses 1998-1999 « Plans ministériels de gestion des dépenses ».*

QUESTION N° 8

Suivi du Sommet

*Quelle est la somme des dépenses effectuées par le gouvernement pour l'ensemble des comités, commissions, etc. avant, pendant et après les Sommets de mars et d'octobre ?*

RÉPONSE

Aucun comité ou chantier n'a été mis sur pied dans le cadre de la Conférence de mars 1996.

Pour ce qui est du Sommet d'octobre, la contribution financière du gouvernement pour l'ensemble des comités, chantiers, commissions, etc. est de 135 000 \$. Cette somme a été octroyée au Chantier sur l'économie et l'emploi qui a répondu aux besoins des différents chantiers, comités, etc.

Voici la liste des ministères qui, étant interpellés par le Sommet, se sont impliqués financièrement :

Santé et service sociaux	10 000 \$
Secrétariat au développement des régions	10 000 \$
Secrétariat à la métropole	10 000 \$
Affaires municipales	10 000 \$
Culture et communications	10 000 \$
Sécurité du revenu	10 000 \$
Industrie, Commerce, Science et Technologie	10 000 \$
Éducation	10 000 \$
Travail	5 000 \$
Conseil exécutif	<u>50 000 \$</u>
	135 000 \$

Par ailleurs, faisant suite à un consensus du Sommet d'octobre 1996, un organisme autonome chargé de faire la promotion de l'économie sociale et de suivre les projets et les décisions du Sommet sur l'économie et l'emploi portant sur l'économie sociale a été créé. Il s'agit du Chantier de l'économie sociale. Le ministère du Conseil exécutif a, par conséquent, versé, pour l'année civile 1997, une subvention de 250 000 \$ au Chantier de l'économie sociale. Pour l'année civile 1998, cette subvention a été portée à 400 000 \$, dont 100 000 \$ ont déjà été versés.

QUESTION N° 9

Suivi du Sommet

*Quelle est la part absorbée par le Conseil exécutif ?*

RÉPONSE

La part absorbée par le Conseil exécutif pour l'exercice financier 1996-1997 est de 112 500 \$, soit la subvention de départ de 50 000 \$ octroyée au Chantier sur l'économie et l'emploi et une première tranche de 62 500 \$ au Chantier de l'économie sociale.

Pour l'exercice financier 1997-1998, le ministère du Conseil exécutif a versé 287 500 \$, au Chantier de l'économie sociale.

**QUESTION 10**      **Des projets retenus au Sommet, quelle est la ventilation des emplois permanents, à temps plein et à temps partiel, créés ?**

Cette ventilation n'est pas disponible.

Cependant, nous déposons un bilan des interventions législatives du gouvernement et des emplois créés suite au Sommet qui illustre le succès de l'opération.

**1. Bilan des projets de création d'emplois au 31 janvier 1998.**

Les projets économiques présentés lors du Sommet continuent de faire ressentir leurs effets. On évalue à plus de 18 500 les emplois créés dans la foulée du Sommet et nous pouvons confirmer que les prévisions de 20 000 emplois au 31 mars 1998 sont réalistes.

Ces emplois se partagent entre quelque 80 projets qui représentent des investissements de plus de 5 MM\$ quand ils auront été complétés.

Le volet Économie sociale, dont on ne commence qu'à saisir les implications et toute l'importance autant sociale qu'économique, est responsable de la création de 2 500 emplois à lui seul. C'est donc dire que des milliers de Québécois et Québécoises trouveront dans ces nouvelles activités, satisfaction et enrichissement tout en offrant à leurs concitoyens et concitoyennes des services correspondant à des besoins réels.

Les trois chantiers de développement économique ont permis la création de près de 7 000 emplois grâce à des investissements qui atteindront 1,3 MM\$ quand ils auront été complétés et qui auront permis la création de plus de 17 500 emplois.

La mise en place de mesure législatives, d'incitatifs, de politiques et autres moyens similaires par le gouvernement a favorisé la création de près de 10 000 emplois à ce jour. La politique familiale, à elle seule, compte pour plus de 3 900 emplois dont 660 dans les Centres de la petite enfance, un projet issu du Chantier sur l'Économie sociale.

On estime à 5 200 nouveaux emplois, les résultats de la mise en place du crédit d'impôt de 1 200 \$ par emploi créé et de la disposition législative entrée en vigueur le 16 avril 1997 qui permet de prolonger de 18 semaines le congé parental.

# **BILAN DES PROJETS DE CRÉATION D'EMPLOIS ISSUS DU SOMMET**

	<b>EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998</b>
Projets de développement économique	6 948
Projets d'économie sociale	1 497
Projets gouvernementaux	749
Projets d'Hydro-Québec	232
Mesures législatives	5 200
Politique familiale	3 919
<b>TOTAL</b>	<b>18 545</b>

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
Université du Québec à Chicoutimi : pavillon des humanités	160
Recherche, développement et commercialisation des produits reliés à la carte à microprocesseur	25
Séjour touristique et culturel des jeunes dans la capitale nationale	20
Centre de démonstration en sciences physiques au CEGEP F.X. Garneau	23
Drainage des terres agricoles de l'Abitibi-Témiscamingue	13
Emplois qualifiants	50
Création d'un centre de développement d'entreprises	3
Création d'un centre d'incubation d'entreprises technologiques	4
Rues principales	1 520
Centre régional de logistique et de gestion du transport à l'intention des entreprises	13
Implantation de parcs éoliens en Gaspésie	20
Cimenterie à Port-Daniel	*
Usine de sciage de Ragueneau (Kruger Inc.)	355
Démarrage de corporations économiques communautaires	10
Route verte	5
Pôle d'excellence en formation, recherche et développement dans le domaine minier (niveau secondaire, collégial et universitaire)	*
Utilisation de la matière ligneuse - Projet Amexfor	25
Développement d'un réseau de sentiers de motoneiges incluant infrastructures d'accueil	*
Conversion à l'an 2000	190
CINAR	16
Prime (Phase expérimentale - projet pilote)	20
Institut de certification de l'innocuité des aliments	1
Tourbe (Projet mobilisateur Premier Tech)	50
Champi-Témis	18
Modernisation des bureaux de la publicité des droits	50
Développement de la géomatique	15

\* Données non encore disponibles

## PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
<u>Projets autochtones :</u>	
. Ekohawk/Akwesasne	6
. Piste amérindienne/Projet Internet	6
. Formation en gestion pour le personnel d'encadrement du conseil de la Nation Attikamek	7
Association touristique régionale Nord du Québec	5
Centre de services et d'information aux investisseurs	*
Mécanisme de suivi	*
Aide financière aux entreprises de la nouvelle économie	100
Centres d'appels	1 150
Financement de la promotion touristique	591
Montréal International	4
Projets Noranda	215
Axe du 25 Nord	15
CESAM	10
Accroître l'offre de spécialistes en haute technologie et l'attrait pour les sciences et la technologie	400
Fonds d'investissement pour la rénovation résidentielle	*
Carrefour international dans le domaine des services électroniques et le multimédia (CISEM)	*
Fonds d'investissement de la culture et des communications	20
Améliorer les infrastructures routières autour de Dorval	5
Bureau d'accueil et de promotion des projets de renouvellement des services publics	*
Réseau Jazz Média (Madagascar)	40
Construction du YMCA centre-ville	*
Mont Tremblant	1 767
Lavalnet	1
Total	6 948

\* Données non encore disponibles



### PROJETS EN ÉCONOMIE SOCIALE - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
Service d'aide à domicile	455
Centre de services en périnatalité	*
Boulot Dodo	*
Création d'emplois pour les personnes handicapées dans les centres de travail	250
Projet pilote en sécurité incendie	3
Reconnaissance du partenariat communautaire dans le domaine pénal	10
Fondation de la Faune du Québec	43
Système intégré d'aide à la décision pour une utilisation durable du territoire et des ressources	7
Mise en place d'un réseau de ressourceries	34
Communautaire	5
Réseau de ferme l'Épillet	1
Fonds de développement des coopératives funéraires	17
Hébergement des personnes âgées	*
Fonds d'habitations communautaires	*
Entente spécifique sur la reconnaissance et le financement des entreprises de l'Île de Montréal	550
Expérimentation de coupes d'éclaircies commerciales	120
Intensification de l'aménagement forestier	*
Les "Journées nationales de la Culture"	2
Total	1 497

Données non encore disponibles

### PROJETS GOUVERNEMENTAUX - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
Fonds aérospatial	200
Appui à la concertation agroalimentaire	13
Création d'un volet environnement au fonds des priorités gouvernementales en sciences et technologies	46
Rénovation de l'édifice Parthenais	227
Fonds de développement industriel	263
Centre de recherche sur le papier couché	*
Total	749

\* Données non encore disponibles

### PROJETS HYDRO-QUÉBEC - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
. Développement de la filière éolienne	*
. Développement d'un bloc de 500 MW	100
. Exportation du savoir-faire québécois en matière d'électricité	50
. Mise en chantier de 4 projets hydroélectriques	40
. Ouverture du réseau de transport d'Hydro-Québec au transit de l'électricité; débouchés pour la production privée	*
. Projet-pilote Isolaction	30
. Recherche et développement de nouveaux produits technologiques en partenariat avec le privé	12
Total	232

\* Données non encore disponibles

### PROJETS MESURES LÉGISLATIVES - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
.Aménagement et réduction du temps de travail	*
.Crédit d'impôt sur masse salariale	2 700
.Congé parental et congé sans solde	2 500
Total	5 200

\* Données non encore disponibles

### PROJETS EN POLITIQUE FAMILIALE - EMPLOIS CRÉÉS

PROJETS DÉMARRÉS	EMPLOIS AU 31 JANVIER 1998
. Maternelles	2 980
. Centres de la petite enfance et autres services de garde*	660
. Administration de la politique familiale et gestion des services de garde	144
. Allocation unifiée pour enfant	100
. Régime d'assurance parentale	35
Total	3 919

\* Les centres de la petite enfance comptabilisés dans la politique familiale sont des projets issus du Chantier sur l'économie sociale

## **2. Bilan des interventions législatives**

Le gouvernement a réalisé depuis le Sommet la presque totalité des engagements qu'il avait contractés avec les partenaires alors réunis. Les tableaux ci-joints font état des mesures législatives et réglementaires adoptées depuis ce temps.

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

1. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
1.1 Modifications législatives nécessaires à l'instauration d'un régime d'apprentissage.	<ul style="list-style-type: none"> <li>◊ Ministre de l'Éducation</li> <li>◊ Ministre du Travail</li> <li>◊ Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité</li> </ul>	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 103, <i>Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i>, a été sanctionné le 5 juin 1997 (1997, c. 20). Cette loi donne une assise juridique au nouveau régime d'apprentissage. Il permet en outre d'établir le salaire de l'apprenti, son statut et sa protection dans le cadre du régime d'apprentissage.</p> <p>De plus, cette loi modifie la <i>Loi sur les normes du travail</i> afin d'introduire le pouvoir réglementaire requis pour préciser le salaire auquel les apprentis inscrits au régime d'apprentissage ont droit. Ainsi, pour le premier tiers de l'apprentissage, le taux de rémunération sera de 40 % du salaire accordé par les employeurs à un salarié diplômé qui commence à exercer le métier. Il sera de 60 % pour le deuxième tiers et de 80 % pour le dernier.</p> <p>(Voir 2.2 Modifications réglementaires nécessaires à l'instauration d'un régime d'apprentissage.)</p>
1.2 Amendements à la <i>Loi sur l'aide au développement des coopératives</i> afin d'autoriser la Société de développement industriel du Québec à traiter avec les organismes à but non lucratif.	<ul style="list-style-type: none"> <li>◊ Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie</li> <li>◊ Ministre d'État de l'Économie et des Finances</li> </ul>	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 94, <i>Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives</i>, a été présenté le 13 mars 1997 à l'Assemblée nationale. Il a été sanctionné le 5 juin 1997 (1997, c. 18).</p> <p>Cette loi modifie la <i>Loi sur l'aide au développement des coopératives</i> afin d'élargir son champ d'application en y intégrant les personnes morales sans but lucratif de même que les filiales de coopératives. Les entreprises de l'économie sociale (coopératives et organismes à but non lucratif) ont donc accès, selon les critères réglementés, au même titre que les compagnies à capital-action, à l'aide financière de la Société de développement industriel du Québec, notamment sous la forme de garanties de prêt. Il s'agit d'une ouverture majeure qui est susceptible de faire entrer ces entreprises dans le circuit économique.</p> <p>(Voir 2.4 Règlements donnant suite à l'adoption du projet de loi n° 94 <i>Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives</i>.)</p>

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

1. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
1.3 Amendements à la <i>Loi sur les coopératives</i> afin de rendre possible la création de coopératives de solidarité.	◊ Ministre de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 90, <i>Loi modifiant la Loi sur les coopératives afin de permettre la constitution de coopératives de solidarité</i>, a été présenté le 17 décembre 1996 à l'Assemblée nationale. Il a été sanctionné le 5 juin 1997 (1997, c. 17).</p> <p>Cette loi a pour objet de permettre la constitution de coopératives de solidarité. Ce type de coopérative regroupe à la fois des utilisateurs des services offerts par la coopérative, des travailleurs au sein de celle-ci et, le cas échéant, d'autres personnes ou sociétés qui ont un intérêt économique ou social dans l'atteinte de l'objectif de cette coopérative.</p> <p>Il n'y a pas de mécanisme réglementaire requis pour procéder à la constitution de coopératives de solidarité. À ce jour, six coopératives de solidarité ont déjà été constituées, douze autres dossiers sont en traitement.</p>
1.4 Amendements législatifs permettant de moderniser la <i>Loi sur les décrets de convention collective</i> .	◊ Ministre du Travail	Session automne 1996	R	<p>Le projet de loi n° 75, <i>Loi modifiant la Loi sur les décrets de convention collective</i>, a été sanctionné le 23 décembre 1996 (1996, c. 71).</p> <p>Cette loi vise principalement à faire disparaître les irritants majeurs qui avaient été dénoncés par de nombreux intervenants au cours des dix dernières années. Par ailleurs, le ministre du Travail poursuit le travail de révision ou d'abrogation de certains décrets.</p>
1.5 Amendements législatifs permettant de déjudiciariser et de rendre plus équitable le régime de santé et de sécurité du travail.	◊ Ministre du Travail	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 79, <i>Loi instituant la Commission des lésions professionnelles et modifiant diverses dispositions législatives</i>, a été sanctionné le 12 juin 1997 (1997, c. 27).</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Processus de règlement de litiges en matière de lésions professionnelles</li> <li>- Équité du système d'indemnisation</li> </ul>			C	<p>Un second projet de loi ayant pour objectif de mettre fin au phénomène de la surindemnisation a été préparé. Le dépôt de ce projet de loi est reporté à une date ultérieure (<b>en cours</b>).</p>



## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

1. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
1.6 Amendements à la <i>Loi sur les normes du travail</i> afin de prolonger à 52 semaines le congé parental actuellement limité à 34 semaines, de même que les amendements à la même loi permettant aux salariés qui n'ont que deux semaines de vacances annuelles de prendre, à leurs frais, une semaine supplémentaire de vacances.	◊ Ministre du Travail	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 88, <i>Loi modifiant la Loi sur les normes du travail en matière de congé annuel et de congé parental</i>, a été sanctionné le 16 avril 1997 (1997, c. 10).</p> <p>Cette loi a pour effet d'augmenter la durée du congé parental de 34 à 52 semaines et d'accorder le droit à un congé supplémentaire sans salaire d'une durée égale au nombre de jours requis pour porter le congé annuel du salarié à trois semaines.</p>
1.7 Amendements législatifs visant la réduction graduelle de la semaine normale de travail de 44 heures à 40 heures.	◊ Ministre du Travail	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 96, <i>Loi modifiant la Loi sur les normes du travail concernant la durée de la semaine normale de travail</i>, a été adopté le 12 juin 1997 (1997, c.45).</p> <p>Cette loi vise à diminuer progressivement la semaine normale de travail de 44 à 40 heures, à raison d'une heure par année à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1997.</p>
1.8 Amendements à la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i> et à la <i>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</i> afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée.	◊ Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité	Session printemps 1997	R	<p>Le projet de loi n° 102, <i>Loi modifiant la Loi sur le régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée</i>, a été présenté à l'Assemblée nationale le 8 avril 1997. La mise en vigueur des mesures prévues par ce projet de loi est fixée au jour de la sanction pour la majorité des dispositions relatives au Régime complémentaire de retraite et au 1<sup>er</sup> janvier 1998 pour les autres. Ce projet de loi a été sanctionné le 5 juin 1997 (1997, c. 19).</p> <p>Les amendements à la <i>Loi sur les régimes complémentaires de retraite</i> permettront aux personnes qui souhaitent prendre leur retraite progressive de recevoir une prestation de leur régime de retraite tout en demeurant partiellement en emploi et tout en continuant d'accumuler des droits au titre de leur régime de retraite. Quant à la modification à la <i>Loi sur le régime de rentes du Québec</i>, elle permettrait au travailleur de continuer de payer des cotisations sur son niveau de rémunération antérieur à sa retraite progressive.</p> <p>(Voir 2.3 Règlements donnant suite à l'adoption du projet de loi n° 102 <i>Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée</i>.)</p>

\* Indique sommairement l'état d'avancement des mandats

R : Engagement **RÉALISÉ** et suites appropriées en cours

C : Engagement **EN COURS** de réalisation

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

1. MODIFICATIONS LÉGISLATIVES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
1.9 Projet de loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail.	◊ Ministre d'État de l'Économie et des Finances	Session printemps 1997	R	<p>Donnant suite à la déclaration ministérielle du 26 novembre 1996, le projet de loi n° 95, <i>Loi instituant le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail</i>, a été sanctionné le 12 juin 1997 (1997, c. 28).</p> <p>Cette loi a pour objet la constitution d'un fonds spécial dédié : le Fonds de lutte contre la pauvreté par la réinsertion au travail. Ce fonds de 250 M \$, réparti sur trois ans, est affecté au financement de mesures visant à lutter contre la pauvreté en favorisant l'intégration au travail des personnes démunies.</p> <p>Sous la responsabilité du gouvernement, ce fonds sera géré de façon distincte de manière à pouvoir rendre compte des résultats atteints.</p>
1.10 Modifications à la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> pour simplifier les procédures d'autorisation qui y sont actuellement inscrites.	◊ Ministre de l'Environnement et de la Faune	Dépôt à la session automne 1998	C	<p>Un avant-projet de loi modifiant la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i>, ayant pour objet la révision des systèmes d'autorisation, sera bientôt déposé. Une commission parlementaire se tiendra après le dépôt de cet avant-projet de loi.</p> <p>La révision des systèmes d'autorisations actuellement en préparation poursuit le double objectif de réduire de façon substantielle le nombre d'autorisations requises en vertu de la <i>Loi sur la qualité de l'environnement</i> et de simplifier le processus d'émission des autorisations lorsqu'elles sont requises.</p>

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

2. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
2.1 Modifications au <i>Règlement sur la langue d'enseignement des personnes séjournant au Québec de façon temporaire</i> ayant, entre autres, pour effet de simplifier les démarches des employés stratégiques qui viennent travailler à Montréal.	◇ Ministre de l'Éducation	Février 1997	R	<p>Après avoir procédé, à compter du 18 décembre 1996, à la consultation habituelle sur ce projet de règlement, le gouvernement a adopté le 7 mai 1997 le décret 608-97 qui a été publié à la <i>Gazette officielle du Québec</i> du 21 mai 1997. Ce règlement clarifie les circonstances et les conditions dans lesquelles les enfants qui séjournent au Québec de façon temporaire peuvent avoir accès à l'école anglaise.</p> <p>Ce règlement harmonise les règles et les procédures existantes avec les dispositions législatives en matière d'immigration et avec la <i>Charte de la langue française</i>. Cette harmonisation permet de simplifier les démarches éventuelles des travailleurs stratégiques qui désirent se prévaloir de cette exemption pour leurs enfants. Il abolit également la limite de l'exemption pour les personnes séjournant au Québec de façon temporaire.</p>

# MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

2. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHEANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
2.2 Modifications réglementaires nécessaires à l'instauration d'un régime d'apprentissage.	<ul style="list-style-type: none"> <li>◊ Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité</li> <li>◊ Ministre de l'Éducation</li> </ul>		<p>R</p> <p>R</p> <p>R</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet de règlement sur le régime d'apprentissage</li> </ul> <p>Pour donner suite à l'adoption du projet de loi n° 103, <i>Loi modifiant la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre</i> (L.R.Q., c. 20), le projet de règlement sur le régime d'apprentissage élaboré en étroite collaboration avec les partenaires, a été adopté en février 1998 (décret 129-98).</p> <p>Ce projet de règlement vise à établir un régime d'apprentissage. Il détermine les conditions en vertu desquelles seront mis en œuvre des projets d'apprentissage approuvés par la Société québécoise de développement de la main-d'œuvre. Un tel régime devrait faciliter le recrutement d'un personnel qualifié par les employeurs intéressés, notamment les PME.</p> <p>Le projet de règlement précise également les normes salariales qui s'appliqueront aux apprentis, lesquels sont protégés par la <i>Loi sur les normes du travail</i>.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le <i>Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur l'enseignement privé</i></li> </ul> <p>Afin de permettre aux entreprises d'offrir une formation professionnelle conduisant à l'obtention d'un diplôme décerné par la ministre de l'Éducation, le <i>Règlement modifiant le Règlement d'application de la Loi sur l'enseignement privé</i> a été adopté par le gouvernement le 3 septembre 1997.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le <i>Règlement sur l'aide financière aux études</i></li> </ul> <p>Au printemps 1997, l'annexe 7 du <i>Règlement sur l'aide financière aux études</i> a été modifiée afin de prévoir les programmes d'études du secondaire en formation professionnelle visés par le régime d'apprentissage. Les étudiants inscrits à ces programmes sont admissibles aux prêts et bourses pendant les huit premiers trimestres de leurs études et aux prêts seulement pendant les 9<sup>e</sup> et 10<sup>e</sup> trimestres.</p>

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

2. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
2.3 Règlements donnant suite à l'adoption du projet de loi n° 102, <i>Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée.</i>	◊ Ministre d'État de l'Emploi et de la Solidarité		C	<p>À la suite de l'adoption du projet de loi n° 102, <i>Loi modifiant la Loi sur le Régime de rentes du Québec et la Loi sur les régimes complémentaires de retraite afin de favoriser la retraite progressive et la retraite anticipée</i>, deux règlements ont été adoptés par le gouvernement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet de règlement sur l'entente relative à la rémunération versée durant la retraite progressive (décret 1680-97).</li> </ul> <p>Ce projet de règlement vise à préciser dans quelles conditions et comment pourra s'appliquer la mesure de retraite progressive au Régime de rentes du Québec introduite par le projet de loi 102. Cette mesure permet, par versement de cotisation sur un salaire réputé, de maintenir le niveau de la rente de retraite au régime malgré la réduction du temps de travail.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet de règlement modifiant le <i>Règlement sur les régimes complémentaires de retraite</i> (décret 1681-97).</li> </ul> <p>Ce projet de règlement vise notamment à préciser les conditions d'exercice des nouveaux droits introduits par le projet de loi 102, à assouplir d'autres règles relatives à l'immobilisation de l'épargne accumulée dans un régime de retraite et à assurer un financement plus équitable des coûts de surveillance des instruments privés de retraite par la Régie des rentes du Québec.</p> <p>Un projet d'amendement est présentement acheminé au Conseil des ministres. Il vise à préciser le Règlement. On s'attend à ce qu'il soit adopté sous peu et son effet serait rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 1998.</p>

## MODIFICATIONS LÉGISLATIVES ET RÉGLEMENTAIRES

2. MODIFICATIONS RÉGLEMENTAIRES	MINISTRE RESPONSABLE	ÉCHÉANCE	*	ÉTAT D'AVANCEMENT
2.4 Règlements donnant suite à l'adoption du projet de loi n° 94, <i>Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives</i> .	◇ Ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie		C	<p>Deux règlements viennent opérationnaliser la <i>Loi modifiant la Loi sur l'aide au développement des coopératives</i> (1997, c. 18) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le <i>Règlement sur le programme favorisant le développement des coopératives</i> a été modifié le 10 décembre 1997 (décret 1625-97) pour permettre à la Société de développement industriel du Québec (SDI) de traiter avec les filiales de coopératives.</li> <li>• Le <i>Règlement sur le programme favorisant le développement des personnes morales sans but lucratif</i> a été adopté le 26 novembre 1997 (décret 1520-97).</li> </ul> <p>Depuis leur entrée en vigueur, en décembre 1997, la SDI est donc en mesure de mieux servir l'ensemble des entreprises d'économie sociale.</p>

**QUESTION 11** Pour chaque projet retenu au Sommet, quelles étaient les dates prévues de démarrage et de réalisation et quelles en sont aujourd'hui les dates révisées ?

Les tableaux déposés en réponse à la question 10, identifient les projets démarrés et réalisés.

Les gestes posés par le gouvernement et ses partenaires depuis le Sommet entraînent un volume d'emplois créés qui dépassent les objectifs initiaux.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**12 - LISTE DES EFFECTIFS PERMANENTS ET OCCASIONNELS, LEUR CLASSIFICATION ET LEUR PORT D'ATTACHE**

*Programme 02, élément 02 : Secrétariat à la déréglementation*

TITULAIRE	CLASSIFICATION	PORT D'ATTACHE
Bonin, France	Agente de secrétariat, cl. I	Québec
Bossé, Lucie	A.R.P.S.E.	Québec
Boulet, Georges	Cadre supérieur	Québec
Brisson, Sylvie	Agente de secrétariat, cl. II	Québec
Cloutier, Jean-Claude	Cadre supérieur	Québec
Corriveau, Roland	Avocat	Québec
Girard, Caroline	Agente de secrétariat, cl. II	Québec
La Salle, Michel	Cadre supérieur	Québec
Lessard, Jean-Marc	A.R.P.S.E.	Québec
Rancourt, Yves	Cadre supérieur	Québec



13. Balises qui dictent l'analyse des mémoires soumis au Secrétariat à la déréglementation

Les mémoires sont examinés en fonction des critères apparaissant au décret 1362-96 du 6 novembre 1996, à savoir :

- le *problème à résoudre* : nature, envergure, cause, etc.;
- les *solutions possibles* : peut-on recourir à des solutions autres que réglementaires? Que font les principales administrations concurrentes (Ontario, états américains, etc.)? A-t-on tenu compte de la taille des entreprises (impact sur les PME)? A-t-on limité au minimum les exigences administratives (délais, formulaires, inspections, etc.) rattachées à chacune des solution possibles?
- les *impacts sur les entreprises et sur l'économie* de chacune des solutions possibles : coûts et inconvénients imposés aux entreprises, nombre d'emplois en jeu, etc;
- *l'avantage net* des diverses solutions possibles;
- le résultat des *consultations* effectuées.

**14. Nombre de recommandations produites, leur nature et leur impact sur le niveau de réglementation au Québec**

Au cours de l'année budgétaire 1997-1998, le Secrétariat à la déréglementation a procédé à l'analyse de plus de 482 projets soumis au Conseil des ministres. De plus, il a transmis aux différents ministères et organismes près de 156 avis en rapport avec des projets de réglementation en cours d'élaboration.

Le nombre de règlements adoptés annuellement par le Conseil des ministres a diminué de façon très substantielle, passant d'un niveau de plus 600 en 1992 et en 1993 à moins de 450 au cours de 1995, 1996 et 1997.

Parmi les mesures d'allègement réglementaire réalisées au cours des trois dernières années, on peut mentionner :

- l'harmonisation de la TPS et de la TVQ (économies de plusieurs centaines de millions de \$ pour les entreprises);
- la déjudiciarisation du régime de santé et de sécurité au travail;
- l'abolition des décrets de convention collective sur le verre plat et le bois ouvré;
- l'abolition des permis d'écoles de conduite et des permis d'enseignants en conduite automobile;
- l'abolition des permis de transport en vrac de copeaux de bois et d'approvisionnement d'usines.

15. Plan de travail quant à la révision des différents règlements et recommandations visant l'allègement et/ou leur abrogation et/ou le statu quo

Plusieurs mesures ont été mises en place au cours des derniers mois :

- a) À l'issue du *Sommet sur l'économie et l'emploi*, engagement du gouvernement à réaliser 54 mesures particulières d'allègement réglementaire. Parmi celles-ci :
  - la déjudiciarisation du régime de santé et de sécurité au travail;
  - la réduction de la paperasse à déposer auprès de la Commission des valeurs mobilières pour les entreprises qui veulent procéder à un financement public;
  - l'amélioration des échanges électroniques de données avec le ministère du Revenu;
  - l'harmonisation des règles sur le transport des matières dangereuses avec celles du gouvernement fédéral;
  - l'établissement d'un guichet unique pour les entreprises de transport routier; etc.

Une bonne proportion de ces engagements sont déjà réalisés ou en voie de l'être.

- b) Instauration du *Secrétariat à la déréglementation* chargé de conseiller le gouvernement en matière d'allègement réglementaire et de suivre la réalisation par les ministères et les organismes de leurs plans triennaux d'allègement réglementaire; le Secrétariat est placé sous l'autorité immédiate du Premier ministre;
- c) Création du *Groupe conseil sur l'allègement réglementaire* présidé par M. Bernard Lemaire et associant des gens d'affaires, des personnes issues des milieux syndicaux et des spécialistes des questions environnementales;
- d) Adoption par décret d'une *politique gouvernementale* prévoyant notamment que les ministères et les organismes :
  - déposent à chaque année un plan triennal de révision de leur réglementation dans une optique d'allègement;
  - complètent une étude d'impact détaillée pour tout projet d'intervention réglementaire susceptible d'entraîner des déboursés de 10 M \$ ou plus pour les entreprises.
- e) Demande expresse à l'endroit d'une dizaine de ministres aux fins d'élaborer un *plan d'allègement des permis, autres autorisations, formulaires et rapports exigés des entreprises* par les ministères et les organismes placés sous leur responsabilité; la réponse à cette demande est attendue pour la fin d'avril.

Le Québec est maintenant doté d'une panoplie d'instruments d'allègement réglementaire qui soutient la comparaison avec celle des provinces ou des états avec lesquels il est le plus directement en concurrence.

16. Rapport d'étape et/ou de progression des travaux du Groupe conseil sur l'allègement de la réglementation

En vertu du décret 1167-97, le Groupe conseil, présidé par M. Bernard Lemaire, doit produire un rapport d'étape le 29 mai 1998 ou avant.

La plus grande attention sera apportée à ses recommandations.

**17. Recommandations du Groupe conseil concernant l'article 45 du Code du travail**

Tel que souligné précédemment, le Groupe conseil sur l'allègement réglementaire doit déposer ses recommandations à la fin de mai.

18. Recommandations de l'Office des professions du Québec au sujet du système professionnel

L'Office des professions du Québec a déposé au Ministre responsable de l'application des lois professionnelles un avis sur l'avenir du système professionnel québécois. Le Ministre responsable est en train de compléter l'examen des impacts qui découleraient de la mise en application de cet avis et le gouvernement n'en a donc pas encore été saisi formellement.

**19. Mesures prises pour réviser les systèmes d'autorisation du MEF**

Ce projet fait l'objet de discussions entre le Groupe conseil sur l'allègement réglementaire et le ministère de l'Environnement et de la Faune afin d'assurer que la révision projetée du système d'autorisation minimise les impacts et les coûts pour les entreprises tout en conservant l'efficacité souhaitée au plan environnemental.

## ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**20. Plans d'allégement réglementaire soumis par les ministères et les organismes dans le cadre de leur planification stratégique 1997-2000**

Depuis juin 1994, les ministères et les organismes sont tenus d'élaborer à chaque année un plan triennal de révision de la réglementation dont ils ont la responsabilité.

Le décret 1362-96, approuvé le 6 novembre 1996, a précisé les modalités d'application de cette politique gouvernementale. Ainsi, selon ce décret :

*Tout ministère ou organisme responsable de l'application des normes de nature législative ou réglementaire doit déposer annuellement auprès du Secrétaire général du Conseil exécutif, avec la mise à jour de son plan stratégique, un plan triennal de révision de celles-ci.*

Le décret précise que le Secrétariat à la déréglementation est chargé du suivi de l'application de cette règle et de diverses autres mesures visant l'allégement de la réglementation. Il prévoit en outre que le Secrétariat à la déréglementation doit produire annuellement un rapport au Secrétaire général du Conseil exécutif sur l'application de ces règles.

Le décret 1362-96 stipule en outre que la révision de leur réglementation par les ministères et les organismes doit se faire dans la perspective d'un allégement significatif des normes législatives ou réglementaires et en tenant compte des mêmes balises que celles qui sous-tendent l'analyse des mémoires soumis au Secrétariat à la déréglementation (voir réponse à la question #13).

La préparation annuelle des plans d'allégement réglementaire est amorcée par le biais d'une lettre à cet effet transmise par le Secrétaire général du Conseil exécutif aux sous-ministres et aux dirigeants d'organismes.

Dans le cadre de l'élaboration des plans de révision réglementaire 1997-2000, 44 ministères et organismes ont soumis un plan d'allégement réglementaire. Ces plans comportent plus d'une centaine de mesures.

Les plans déposés seront soumis à l'approbation du Comité des priorités. Leur mise en œuvre sera étalée jusqu'à l'an 2000.



**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**Demande de renseignements particuliers  
de l'Opposition officielle**

<b>Question 21</b>	<b>État des travaux réalisés à la Direction de la réforme administrative, scénarios d'abolition, de fusion, d'intégration d'organismes, ministères, secrétariats et autres directions des différents ministères</b>
--------------------	---

**Réponse**

- Support à la mise sur pied des unités autonomes de service:
  - Unités créées : Régie des rentes du Québec  
Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec (MEF)  
Centre de gestion de l'équipement roulant (MTQ)  
Direction de la géologie (MRN)  
Aide financière aux études (MEQ)
- Contribution à des groupes de travail sur la modernisation de l'appareil public et de la fonction publique
  - Développement et extension du réseau des unités autonomes de services (UAS)
  - Recherche de processus pour le développement de partenariats public-privé
  - Développement d'une vision d'ensemble pour l'adoption d'engagements de service aux citoyens et citoyennes
  - Recherche de propositions d'allègements administratifs et de reddition de comptes en regard du cadre de gestion des divers types de ressources
  - Réflexion sur le rôle et l'évolution de la Fonction publique à l'aube du prochain millénaire

**NOTE:**

Il n'est pas du mandat de la Direction de la réforme administrative de proposer des scénarios d'abolition, de fusion ou d'intégration d'organismes.

**MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

**ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999**

**RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

**22 - ÉTAT DES TRAVAUX RÉALISÉS, DES BUDGETS ENGAGÉS ET DÉPENSÉS ET SOMMAIRE**

**DES TRAVAUX QUI RESTENT À RÉALISER POUR LE BUREAU DE RECONSTRUCTION ET DE RELANCE**

**DE LA RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN ET LES COMITÉS RÉGIONAUX DES AUTRES RÉGIONS SINISTRÉES**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports.*